

## Tendances conjoncturelles

4<sup>e</sup> trimestre 2015

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

#### Stabilisation de l'activité économique

Après avoir connu un ralentissement au troisième trimestre 2015, l'activité économique semble se stabiliser en fin d'année. L'activité commerciale enregistre une légère reprise, habituellement constatée en fin d'année, et les importations augmentent sensiblement au quatrième trimestre 2015. La consommation des ménages se maintient et le niveau de l'emploi salarié déclaré, comptabilisé avec six mois de décalage, reste stable.

Le secteur du BTP ne connaît pas de variation singulière de son activité, mais la relance de la demande publique par la signature de l'avenant au contrat de développement en juin 2015 pourrait intervenir en faveur de celui-ci au premier semestre 2016. Le démarrage du projet de construction du quai de Leava, issu du X<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED), est prévu pour le début de l'année 2016, tandis que la programmation du XI<sup>e</sup> FED se poursuit. Enfin, dans le cadre de la péréquation tarifaire de l'électricité, le Président François HOLLANDE a annoncé, lors de sa visite sur le Territoire le 22 février dernier, une baisse progressive des tarifs jusqu'en 2020, la première diminution étant programmée pour le 1<sup>er</sup> juillet 2016. La baisse des tarifs de l'électricité pourrait ainsi rapidement se répercuter positivement sur le niveau de la demande interne.

#### CONJONCTURE RÉGIONALE : LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ CHINOISE SE POURSUIT

En **Chine**, au quatrième trimestre 2015, la croissance économique s'établit à 6,8 % en glissement annuel, son plus bas niveau depuis 2009, contre 6,9 % au trimestre précédent. Sur l'année 2015, la croissance économique s'élève également à 6,9 % (contre 7,3 % en 2014). Les inquiétudes relatives à l'ampleur du ralentissement économique et le manque de lisibilité de la politique économique chinoise continuent d'influer sur le cours des bourses de Shanghai et de Shenzhen. En revanche, signe encourageant d'un rééquilibrage – encore fragile – de l'économie, les services et la consommation ont pris le relais de l'industrie manufacturière et de l'investissement au cours de l'année 2015. La croissance économique chinoise devrait s'établir à 6,3 % en 2016 selon les prévisions du FMI.

Le **Japon** a vu son activité se contracter de nouveau au quatrième trimestre (-0,4 %). Marquées par les difficultés de l'économie chinoise, les exportations du pays sont en repli (-0,9 %). La consommation des ménages est également en baisse (-0,8 %), traduisant l'échec du gouvernement à en faire un moteur de la reprise. En revanche, l'investissement des entreprises est en hausse (+1,4 %). Sur l'année 2015, la croissance reste faible (+0,4 %), mais devrait s'affermir en 2016 selon le FMI, notamment grâce au soutien budgétaire et au recul des cours du pétrole.

En **Australie**, le secteur des matières premières poursuit son repli, le recul de la demande mondiale – notamment chinoise – orientant le prix des exportations à la baisse. La politique monétaire accommodante de la Banque Centrale australienne (RBA) permet de contenir le ralentissement de l'économie. La dépréciation du taux de change apporte un soutien aux exportations australiennes et affermit le dynamisme du secteur des services.

En **Nouvelle-Zélande**, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a annoncé en décembre une nouvelle baisse de 0,25 point de base de son taux directeur, qui s'élève désormais à 2,75 %, dans un contexte de ralentissement économique grevé par la baisse des prix à l'exportation de produits clés tels que les produits laitiers et le bois.

## Stagnation de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation est stable au quatrième trimestre 2015 à -0,1 % après une augmentation de 1,1 % au troisième trimestre. Les prix de l'énergie enregistrent la plus forte contraction (-3,2 % en rythme trimestriel). Les prix des services et des produits manufacturés progressent modérément (+1,1 % et +0,5 % respectivement) tandis que les prix de l'alimentation connaissent un léger repli (-0,2 %).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 0,5 %. La baisse des prix de l'énergie sur le Territoire (-7,7 % sur un an), reflet de la chute des cours mondiaux du pétrole fin 2014 et mi 2015 (après un bref sursaut en début d'année 2015) laquelle touche Wallis-et-Futuna avec six mois de retard, est compensée par la hausse des prix observés dans les autres secteurs. Ainsi, en glissement annuel, les prix des produits manufacturés, des services et de l'alimentation augmentent respectivement de 3,9 %, 1,7 % et 1,3 %.

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



Source : STSEE, données trimestrielles

## Pas de variation de l'emploi salarié

Fin juin 2015, l'emploi total déclaré reste relativement stable par rapport au trimestre précédent (+0,3 %). Au total, on dénombre au deuxième trimestre 2 057 salariés déclarés à la Caisse des Prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), contre 2 051 à fin mars 2015. Avec 1 249 salariés à fin juin 2015, le secteur public concentre plus de 60 % des effectifs déclarés.

En glissement annuel, le nombre total de salariés déclarés est en recul de 1,0 % à la fin du deuxième trimestre 2015. Les effectifs du secteur public restent stables (-0,1 %) tandis que ceux du secteur privé connaissent une légère contraction (-2,4 %), passant de 828 à 808 salariés sur la période. On peut noter que le secteur de l'industrie et de l'artisanat continue de voir ses effectifs déclarés diminuer : il passe de 85 à 74 salariés entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015.

Emploi total déclaré localement (nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



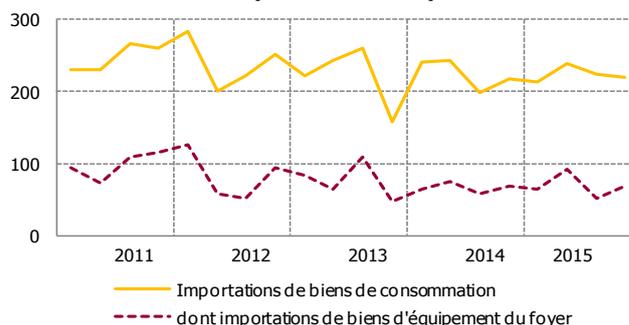
Source : CPSWF

## La consommation des ménages se maintient

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs s'inscrit en baisse sur trois mois (-7,7 %, CVS). Les importations de biens de consommation reculent légèrement (-2,4 %, CVS) sur le quatrième trimestre 2015. En revanche, après avoir diminué de 42,8 % (CVS) entre le deuxième et le troisième trimestre, les importations de biens d'équipement du foyer enregistrent un rebond de 30,0 % (CVS) de septembre à décembre 2015. À l'année, les importations de biens d'équipement du foyer ont cependant un peu diminué (-2,6 %), tandis que les importations des biens de consommation restent stables.

Au cours du quatrième trimestre 2015, l'encours des crédits à la consommation enregistre une progression de 3,5 %. En glissement annuel, cet encours a augmenté de 8,9 %.

Importations de biens de consommation (millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Au 31 décembre, le nombre de personnes en interdiction bancaire s'élève à 263 soit une nouvelle baisse de 6,4 % sur le dernier trimestre 2015 (-16,0 % sur un an). Il s'agit du plus faible nombre d'interdictions bancaires depuis 2004. Les incidents de paiement par chèque reculent eux aussi, avec une diminution de 11,8 % sur ce trimestre (-15,7 % en rythme annuel).

## Une hausse de l'investissement en lien avec l'installation du réseau de téléphonie mobile

L'importation d'une station de base au mois d'octobre (liée à l'installation d'un réseau de téléphonie mobile sur le Territoire), pour un montant de 277 millions de F CFP explique majoritairement la hausse significative des importations de biens d'équipement des entreprises. Celles-ci atteignent 429 millions de F CFP – soit une hausse trimestrielle de 116,0 % (CVS). Sur un an, cette tendance est accentuée (+180,0 %). Une fois cette importation exceptionnelle déduite, on peut noter que l'investissement des entreprises progresse modérément.

Le nombre d'acquisitions de véhicules utilitaires neufs progresse de 4,1 % (CVS) en glissement trimestriel. Ainsi, on dénombre exactement le même nombre de véhicules utilitaires immatriculés au quatrième trimestre 2014 et 2015 (soit 24 véhicules).

Le financement de l'investissement des entreprises baisse de 0,7 % sur le trimestre et s'établit à 712 millions de F CFP. Sur un an, cette tendance est aussi observée : la somme des crédits d'exploitation et des crédits d'investissement recule de 1,9 % (glissement annuel).

Fin décembre, le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire reste le même qu'au troisième trimestre de 2015, soit un total de 14 personnes. On compte une personne de moins en situation d'interdiction bancaire par rapport à décembre 2014.

## Progression des importations totales

Au cours du quatrième trimestre 2015, les importations totales ont connu une augmentation de 16,4 % (CVS). Si l'on exclut l'importation d'une station de base au mois d'octobre (liée à l'installation d'un réseau de téléphonie mobile sur le Territoire), pour un montant de 277 millions de F CFP, les importations totales sont tout de même en progression.

Les importations de produits alimentaires, qui représentent un quart des importations totales, sont elles aussi en légère progression sur le trimestre (+1,6 %, CVS), après avoir stagné au troisième trimestre 2015.

Sur un an, les importations totales connaissent une forte progression (+17,1 %). Cette évolution s'explique aussi principalement par la très forte hausse des importations des biens d'équipement (+180,0 % en glissement annuel), due en grande partie aux investissements réalisés pour le projet de téléphonie mobile. Les importations de produits alimentaires, de biens de consommation ont, quant à elles, respectivement crû de 2,0 % et 0,4 %.

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Un secteur du BTP atone

Le secteur du BTP ne semble pas avoir été particulièrement stimulé en 2015 : en effet, les effectifs dans le BTP sont restés constants, aussi bien entre le premier et le deuxième trimestre 2015 (+1 salarié) qu'entre juin 2014 et juin 2015 (-2 salariés). Les importations de ciment sont quant à elles restées constantes au cours du dernier trimestre 2015 (+0,4 %, CVS). La signature de l'avenant au contrat de développement en juin 2015 devrait conduire à une relance de la commande publique en faveur du secteur du BTP au cours du premier semestre 2016.

Importations de biens d'équipement  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Importations de ciment  
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

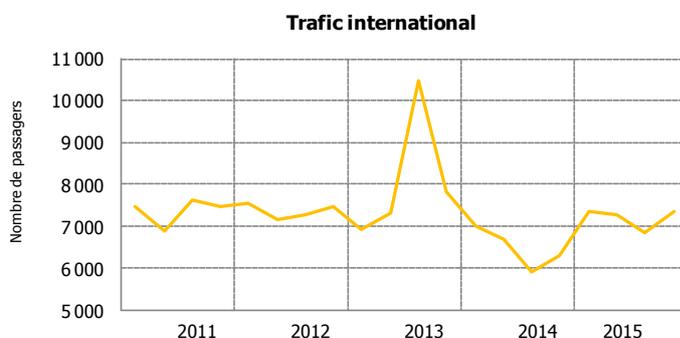
## Légère reprise de l'activité commerciale en fin d'année

Les importations de biens alimentaires connaissent une très légère hausse au dernier trimestre 2015 (+1,6 %, CVS), tandis que les importations de biens de consommation continuent de se contracter entre septembre et décembre (-2,4 %, CVS). Toutefois, selon l'enquête à dire d'experts, l'activité dans le secteur du commerce enregistre une légère reprise durant le dernier trimestre 2015, après une période de stagnation entre juillet et septembre. L'augmentation de la demande publique en fin d'année ainsi que la rentrée scolaire ont en effet permis à certains commerces de bénéficier d'un regain d'activité au quatrième trimestre.

## Augmentation de la fréquentation du Territoire

Fin décembre 2015, les statistiques de fréquentation trimestrielle du Territoire sont en augmentation. Au total, 7 365 passagers ont été enregistrés au départ ou à l'arrivée de Wallis depuis/vers l'international, contre 6 834 au troisième trimestre – soit une hausse de 7,8 % en glissement trimestriel (CVS). Sur un an, cette tendance est accentuée, avec une progression du nombre de passagers de 15,8 % (glissement annuel).

Les passagers empruntant la liaison aérienne entre les îles Wallis et Futuna sont eux aussi légèrement plus nombreux au dernier trimestre 2015, passant de 3 340 à 3 369 (CVS), soit une croissance trimestrielle de 0,9 %. Cette tendance est plus visible à l'année, avec une croissance du nombre de passagers inter-îles de 2,7 % (glissement annuel).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

### ÉCONOMIE MONDIALE : DÉGRADATION DES PERSPECTIVES

La croissance mondiale s'établirait à +3,1 % en 2015 après +3,4 % en 2014, selon l'édition de janvier 2016 des « Perspectives de l'économie mondiale » publiée par le FMI. Les risques de dégradation des perspectives se sont accentués depuis octobre, l'affermissement du dollar et l'accroissement de la volatilité sur les marchés financiers s'ajoutant aux grandes évolutions actuellement en œuvre (ralentissement de l'économie chinoise, baisse des cours des produits de base et volatilité des capitaux dans les pays émergents sur fond de crainte d'un resserrement de la politique monétaire américaine). Le FMI a par conséquent abaissé de 0,2 point ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017, à 3,4 % et 3,6 % respectivement. Ces révisions s'expliquent aussi par le fléchissement de la croissance dans les pays émergents.

Aux États-Unis, la croissance se maintiendrait à un niveau soutenu en liaison avec les conditions financières toujours accommodantes et le desserrement de la contrainte budgétaire. Au total, elle se situerait à 2,5 % en 2015 et à 2,6 % en 2016. Les premières estimations pour le quatrième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,2 % contre 0,5 % le trimestre précédent. Sur le plan monétaire, la FED a mis fin à sept années de politique de taux zéro en initiant en décembre 2015 un cycle de resserrement monétaire.

Après une année 2014 décevante marquée par la stabilité de l'activité, le Japon devrait renouer avec la croissance en 2015 (+0,6 %) et 2016 (+1,0 %).

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015 et à 1,7 % en 2016. Le FMI table sur une croissance quasi stable aussi bien en Allemagne (+1,5 % en 2015 et + 1,7 % en 2016) qu'en France (de +1,1 % en 2015 à +1,3 % en 2016). En revanche, la croissance diminuerait en Espagne (+3,2 % en 2015 et +2,7 % en 2016).

En France, au quatrième trimestre 2015, comme au troisième trimestre, le PIB en volume augmente de 0,3 % selon les chiffres de l'INSEE. Les dépenses de consommation des ménages reculent (-0,2 % après 0,5 %) tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF) accélère nettement (+0,7 % après +0,1 %).

En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance y diminuerait progressivement, passant de +7,3 % en 2014 à +6,9 % en 2015 puis à +6,3 % en 2016. Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,7 %) et au Brésil (-3,8 %).

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprise représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis et Futuna (BTP, commerce, tourisme...). Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER - Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : mars 2016 - Dépôt légal : mars 2016 - ISSN 1968-6277